

[Hommage parisien au major Arnaud Frion, mort pour la France en Irak](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest
16 mars 2026



Le militaire de 42 ans a été touché alors qu'il se trouvait dans une base installée dans le Kurdistan irakien. AFP PHOTO / HANDOUT / ETAT MAJOR DES ARMEES

Cérémonie d'hommage national au major Arnaud Frion au 7^e bataillon de chasseurs alpins à Varcès

Madame Catherine Vautrin, ministre des Armées et des Anciens combattants, présidera le mardi 17 mars 2026, aux côtés du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre, la cérémonie d'hommage national au major Arnaud Frion.

Les honneurs funèbres militaires lui seront rendus le mardi 17 avril 2026 à 11h00 au 7^e bataillon de chasseurs alpins à Varcès (Isère).

Le 12 mars 2026, le major Arnaud Frion est décédé en opérations suite à une attaque de drone qui a frappé la base kurde de Mala Qara, en Irak, dans laquelle plusieurs militaires français stationnaient dans le cadre de leur mission de formation des forces armées irakiennes.

Un hommage sera également rendu, à Paris, le mardi 17 avril 2026 à 12h00

Le mardi 17 mars 2026 à 12h00, le gouverneur militaire de Paris présidera un

hommage au major Arnaud Frion, mort pour la France en Irak.

La **cérémonie, OUVERTE AU PUBLIC**, aura lieu **au monument aux Morts pour la France en opérations extérieures (Paris 15)**. Il s'agira de permettre aux parisiens et aux franciliens qui le souhaitent de rendre un dernier **hommage au major Arnaud Frion**, de marquer notre soutien à sa famille, à ses proches et à ses frères d'armes.

Modalités pratiques pour les Parisiens.

Horaires :

- **12h00** : Début de la cérémonie en hommage à l'adjudant-chef Frion, présidée par le GCA Mizon, Gouverneur militaire de Paris.
- Pour les porte-drapeaux mise en place terminée **à 11h40**

Accès :

- 29 rue de la Montagne de la Fage - Jardin Eugénie Djendi - Parc André Citroën - 75015 Paris

Comment s'y rendre :

- **Lignes de bus 30, 42, 88, 169** : Leblanc-Delbarre,
- **Autre arrêt pour les lignes de bus 30 42 88** : Place Balard
- **Arrêt de métro 8** : Balard

Les stations de métro les plus proches sont Balard, Javel, Rue Leblanc, et Parc André Citroën, toutes à environ 580 mètres de distance.

Ministère des Armées
Cabinet du gouverneur militaire de Paris

Source photo : Ministère des Armées

[Vidéo : La guerre au Moyen Orient](#)

Category: 2000-2020,Actualités,Alain Juillet,Amérique du Nord,Asie Centrale,Europe de l'Est,Géopolitique,Maghreb - Moyen Orient
16 mars 2026



Décryptage d'Alain Juillet, Ancien directeur du renseignement de la DGSE

Nous vous proposons aujourd'hui une émission spéciale où Alain Juillet et Claude Medori décryptent le conflit entre l'Iran d'une part et les États-Unis et Israël d'autre part. Quelles sont les incidences géopolitiques et géostratégiques de cette guerre? Que peut faire la Chine et la Russie pour soutenir leur allié iranien ? Comme se positionne l'Europe? Nous vous offrons une grille de lecture prospective sur ce conflit.

Date de mise en ligne : 06/03/2026

Durée : 00:42:42

Compte YouTube : [Open Box TV](#)

[Vidéo/Podcasts : Retour sur le 09 mars](#)

1945, début de la Guerre d'Indochine

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Asie Centrale,Asie Pacifique,Europe de l'Ouest,Guerre d'Indochine (1946-1954)

16 mars 2026



A l'occasion de l'anniversaire de l'attaque surprise japonaise contre les forces françaises en Indochine le 9 mars 1945, l'AASSDN vous propose plusieurs interview du général Latanne.

C'est un retour sur la guerre d'Indochine (1945 - 1954), méconnue et meurtrière, à travers le témoignage d'un jeune officier de l'époque.

Nature : Entretien

Titre : " L'épopée d'Indochine | Pierre Latanne "

Episode : 14

Date de mise en ligne : 09/03/2025

Durée : 01:28:29

Réalisé par : Vétérans de France

Compte YouTube : Vétérans de France

Découvrez le témoignage du général Pierre Latanne, alors jeune lieutenant engagé en Indochine, qui revient sur son parcours et son expérience au coeur du conflit

Nature : Podcast

Titre du podcast : "J'étais sous-lieutenant en Indochine"

Episode : 1

Date de mise en ligne : 2022

Durée : 00:19:05

Réalisé par : Chloé, étudiante en Histoire Militaire

Compte Soundcloud : [Radio Saigon](#)

Ce 1er épisode est consacré aux premiers pas du général Latanne en Indochine, alors qu'il n'était qu'un jeune sous-lieutenant de 23 ans et chef de section au 5e bataillon de parachutistes vietnamiens, le célèbre "5e Bawan".

Nature : Podcast

Titre du podcast : *"De l'opération Castor aux premiers assauts sur Dien Bien Phu"*

Episode : 2

Date de mise en ligne : 2022

Durée : 00:29:16

Réalisé par : Chloé, étudiante en Histoire Militaire

Compte Soundcloud : [Radio Saigon](#)

Ce 2e épisode est consacré à l'opération Castor. Le général Latanne nous racontera donc son saut sur Dien Bien Phu avec le 5e BPVN le 22 novembre 1953, ainsi qu'une mission sur le Mont Pou Ya Tao en tant que jeune chef de section.

Attention aux âmes sensibles.

Nature : Podcast

Titre du podcast : *"J'étais chef de section à Dien Bien Phu"*

Episode : 3

Date de mise en ligne : 2022

Durée : 00:37:03

Réalisé par : Chloé, étudiante en Histoire Militaire

Compte Soundcloud : [Radio Saigon](#)

« Les observations aériennes font état d'une forte présence Viet Minh autour de votre point d'appui, très certainement pour attaque imminente dans les heures à venir'.

Alors Bizard a appelé tous les chefs de section, et on a fait une sortie en force, comme en 14.

On était suspendus à la radio, et au signal... »

Plongez au cœur de la bataille de Dien Bien Phu... Loin des idées de manœuvres et des débats tactiques et stratégiques, le général Latanne vous raconte ici son expérience de chef de section, de tranchées en points d'appui, sous le feu Viet-Minh.

Si vous avez aimé lire Lartéguy ou Bonnacarrère, c'est un récit assez unique que je vous propose aujourd'hui aux côtés d'un jeune sous-lieutenant. Une mémoire exceptionnelle retraçant ces journées de mars à mai 1954 presque heure par heure.

Nature : Podcast

Titre du podcast : *"Blessé à Dien Bien Phu et prisonnier du Viet-Minh"*

Episode : 4

Date de mise en ligne : 2022

Durée : 00:47:40

Réalisé par : Chloé, étudiante en Histoire Militaire

Compte Soundcloud : [Radio Saigon](#)

« Vous avez une très vilaine blessure, je vais devoir vous opérer. Quel âge avez-vous ? Me demande le médecin Viet-Minh.

- J'ai 25 ans, depuis hier, le 11 mai.

- Oh vous êtes jeune, vous allez avoir besoin de vos jambes, je vais essayer de ne pas vous la couper. »

Le sous-lieutenant Latanne est blessé le matin même de la fin de la bataille de Dien Bien Phu. S'en suivent des jours de calvaire et de survie dans le camp retranché, pendant que les soldats Viet-Minh occupent la position.

Il nous raconte ici les derniers jours de la bataille, de l'effondrement du 7 mai à son départ en camp de « rééducation », croyant être libéré car grièvement blessé.

Ces souvenirs très précis vous donneront une idée de la réalité du champ de bataille après la défaite française, et le vécu, concret, d'un soldat blessé, d'un combattant.

Légende de la photo en bandeau : "In Indo-China, France's costly six-year-old war against the Communists rages on."

Source photo bandeau : [Commons Wikimedia](#)

N°274 de la revue "Services Spéciaux"

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Europe de l'Est,Global
16 mars 2026

BULLETIN DE L'AMICALE DES ANCIENS
DES SERVICES SPÉCIAUX DE LA DÉFENSE NATIONALE

N° 274 Mars 2026
aassdn.org
Prix 6 €

SERVICES SPÉCIAUX



MILITAIRE



COGNITIVE



INTÉGRITÉ

MÉMOIRE VIVANTE

ANNIE ALMAND,
UNE ÂME IRRÉDUCTIBLE
DANS LA TOURMENTE

COMMUNAUTÉ
DU RENSEIGNEMENT

HOMMAGE À UNE ESPIONNE
NOMMÉE MISTINGUETT

SOUVERAINETÉ
NATIONALE

LA QUESTION CORSE
CAUSE NATIONALE

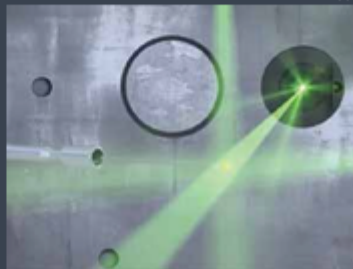
CULTURE
STRATÉGIQUE

UKRAINE-RUSSIE : L'HEURE DES BILANS

MORALE



TECHNOLOGIQUE



Edito du président de l'AASDN

“Intégrité rime avec crédibilité et souveraineté”

En réfléchissant aux principes qui ont fondé la France, notre revue se penche aujourd'hui sur l'intégrité. Selon le dictionnaire, c'est la qualité d'une personne intègre, incorruptible, dont la conduite et les actes sont irréprochables. Dans la pratique c'est une valeur qui se décline sur le plan moral ou physique, pour les personnes comme pour les États. Elle reste pour beaucoup un but à atteindre ou une référence plus ou moins éloignée alors qu'elle devrait être un impératif absolu qui requiert la cohérence entre les paroles et les actes. Il est vrai qu'elle est trop souvent malmenée par ceux qui devraient en être les propagandistes et les garants, le mauvais exemple venant souvent d'en haut.

L'intégrité territoriale est menacée dans des départements et territoires d'outre-mer par ceux qui sont prêts à les abandonner pour éviter d'avoir à les défendre. L'intégrité de l'information est de moins en moins respectée par des journalistes qui la biaisent en la publiant partialement et substituent l'émotion aux faits. L'intégrité du tissu industriel est remise en cause par le jeu des fusions acquisitions, qui voient des pans entiers de nos activités être transférés ailleurs par intérêt financier, en hypothéquant l'emploi et l'avenir. L'intégrité agricole qui permet d'assurer l'alimentation de nos concitoyens avec des produits respectant nos règles est mise en danger par l'ouverture à d'autres qui ne les respectent pas.

Toutes ces dérives viennent de l'oubli d'une valeur essentielle : l'intégrité morale dont ont fait preuve nos anciens pour tenir envers et contre tout par amour de la France. C'est cette intégrité, chère aux Merlinettes et à beaucoup d'autres, dont nous devons garder la mémoire. Il faut la promouvoir auprès des jeunes générations car elle donne la force de résister, de ne pas subir. Elle donne aussi la fierté de s'inscrire dans la lignée de tous ceux qui, au long de l'histoire, ont su défendre l'essentiel contre les pressions de tous ordres au péril de leur vie.

Notre congrès début juin à Granville sera l'occasion de rappeler ces valeurs et ces fondamentaux que nous mettons en exergue dans la revue. En plus des visites et conférences, vous y verrez le nouveau court métrage réalisé cette année sur Morlanne à l'occasion du 80e anniversaire de sa fondation du Service Action. Pour ceux qui resteront le week-end sur place, ce sera l'occasion d'aller voir le Mont St Michel dont l'archange nous a appris à terrasser le dragon des illusions et de l'argent facile.

Avec ce numéro, notre revue confirme sa nouvelle orientation. Le bulletin est devenu un magazine apprécié dont nous allons augmenter le tirage de 1 500 à 3 000 exemplaires pour répondre, au-delà de nos adhérents, aux demandes d'abonnement et pour le distribuer au niveau national dans les administrations et entreprises qui nous sont chères. J'espère qu'avec votre aide, la publicité que nous commençons à obtenir va augmenter sensiblement pour permettre l'autofinancement de notre belle publication.

Je ne peux conclure cet éditorial sans vous rappeler combien nous comptons sur vous cette année : au plan financier nous avons besoin de vos cotisations et des dons, qui bénéficient de la déduction fiscale, ainsi que d'abonnements à la revue; Au plan publicitaire, nous cherchons pour notre revue des partenaires pouvant être intéressés par des insertions ou des encarts.

N'hésitez pas à solliciter vos amis, vos relations, à en parler autour de vous. Souvenez-vous également que nous sommes toujours à la recherche de contributions et d'articles pour notre site, que je vous conseille de regarder régulièrement car il marche très fort. N'oubliez pas enfin que nous pouvons prendre vos archives et les garder dans le fonds dédié que nous avons ouvert aux archives nationales.

Profitez bien du temps qui passe et bonnes vacances pour ceux qui vont pouvoir en profiter.

Alain JUILLET
Président AASSDN
Mars 2026

Parution : 15 mars 2026

Pour télécharger le sommaire du numéro 274 (version PDF), [cliquez ICI](#)

Source image : Couverture de la revue Services Spéciaux de l'AASSDN N°274

Industrie. Ariane 6 : Mission accomplie pour Amazon Leo et ses 32 satellites

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Technologies

16 mars 2026



Ariane 6, dans sa configuration la plus puissante, a envoyé dans l'espace 32 satellites de la constellation Amazon Leo qui se sont séparés avec succès, une mission inaugurale qui scelle le partenariat entre le lanceur lourd européen et son principal client, ce dernier étant déterminé à rivaliser avec *Starlink*.

Pour son premier vol dans cette configuration à quatre propulseurs, la fusée s'est élancée dans un ciel parfaitement dégagé, à l'orée de la forêt amazonienne, du centre spatial en Guyane française (Amérique du Sud), a constaté une journaliste de l'AFP.

Dans une chorégraphie suivie en direct depuis le centre de contrôle de Kourou, les satellites se sont séparés avec succès et ont pris la route de leur orbite finale, une séquence saluée par les

applaudissements.

“Amazon, votre colis a été livré”, a écrit Emmanuel Macron sur X, évoquant une “prouesse française” et un “succès européen”.

“Quelle journée, quel lancement!”, s’est exclamé le patron d’Arianespace David Cavailloles pour qui la mission a prouvé la capacité du lanceur à “assurer les missions les plus complexes”.

Il s’agit du plus grand nombre de satellites jamais emportés par une fusée Ariane à ce jour.

Ce vol inaugure une série de 18 lancements qu’Arianespace, opérateur du lanceur, réalisera pour la constellation d’internet haut débit d’Amazon, le groupe fondé par le milliardaire américain Jeff Bezos.

“Partenariat stratégique”

Celle-ci ne compte à ce jour que 175 satellites en orbite, qui ont été lancés par United Launch Alliance (ULA) et par le concurrent SpaceX, d’Elon Musk.

Amazon Leo, dont le déploiement a pris du retard, vise 3.200 satellites alors que *Starlink* repose déjà sur près de 9.400 satellites.

“Avoir un partenariat stratégique avec l’Europe est essentiel” pour Amazon, a déclaré à l’AFP Lisa Scalpone, directrice mondiale du segment consommateurs d’Amazon Leo quelques heures avant le lancement.

Le groupe va toutefois continuer de lancer aussi avec la société SpaceX pour accélérer le déploiement de la constellation et fournir l’internet haut débit à une partie de l’Europe, dont la France, avant fin 2026, a-t-elle précisé.

“Nous voulons diversifier nos prestataires de lancement. C’est notre priorité. Ainsi, nous pouvons continuer et lancer le plus rapidement possible”, a souligné la responsable.

Après cette première charge de 32 satellites, Amazon envisage d’augmenter leur nombre à chaque nouvelle mission, a déclaré à l’AFP Martijn Van Delden, responsable du développement commercial Europe d’Amazon Leo, en soulignant qu’il s’agit de *la “charge utile la plus importante à ce jour”.*

Pour répondre à ce besoin, *Ariane 6* est dotée pour la première fois de quatre propulseurs (version A64), au lieu des deux utilisés pour ses cinq premiers vols (configuration A62), ce qui permettra de doubler les capacités d’“emport” à 21,6 tonnes contre 10 à 11 précédemment.

Une version plus puissante de boosters permettant d’augmenter la capacité d’“emport” de 20% est en cours de fabrication et sera au service de prochains lancements pour Amazon Leo.

“Ariane 6 est un lanceur parfait pour les constellations”, a déclaré David Cavailloles au cours d’un point presse.

Selon lui, les lancements pour Amazon serviront d’entraînement pour la constellation Iris², un projet phare de l’Union européenne qui vise à assurer une connectivité sécurisée et souveraine

et dont le déploiement est prévu à partir de 2029.

1.600 emplois en France

Cette coopération est avantageuse tant pour Amazon, pour qui "il est important d'accélérer les lancements", que pour Arianespace, qui doit poursuivre la montée en cadence pour rester compétitive, souligne Pierre Lionnet, directeur de recherche à Eurospace, association professionnelle de l'industrie spatiale européenne.

Ses lancements institutionnels sont en effet limités à 2 à 4 par an tandis que de nombreux pays européens se tournent vers SpaceX.

Amazon promet de son côté que ce partenariat se traduira par une hausse de 2,8 milliards d'euros du produit intérieur brut de l'Union européenne entre 2022 et 2029. Sur ce total, la plus grande part -1,38 milliard- bénéficierait à la France, soutenant près de 1.600 emplois.

"A terme, un lanceur européen souverain ne peut pas dépendre principalement des marchés étrangers", nuance pour sa part Ludwig Moeller, directeur de l'ESPI (European Space Policy Institute). Ceux-ci risquent d'"exiger un traitement prioritaire soutenu par leur puissance économique, ou peuvent devenir imprévisibles ou inaccessibles sans préavis, compte tenu de l'environnement géopolitique actuel et des guerres commerciales", met-il en garde.

[Actualités Orange \(rubrique Economie\)](#)

AFP

12 février 2026

Source image : Image créée par intelligence artificielle (IA)

Ce sujet vous intéresse ? Découvrez d'autres articles consacrés à ce thème et publiés dans leur intégralité sur notre site :

- ["Le satellite Sentinel-1D prochainement mis en orbite avec Ariane 6"](#) de Camille SOHIER publié la première fois sur le [site d'Arianespace](#) le 06 octobre 2025.
- ["Ariane 6 réussit son premier vol commercial avec le lancement du satellite militaire CSO-3"](#) publié la première fois sur le [site d'Arianespace](#) le 07 mars 2025.
- ["Trois avions Rafale en Guyane pour le lancement d'Ariane 6"](#) publié le 10 juillet 2024.

Innovation : AMIAD, une agence clé pour l'IA de défense

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Technologies,Union Européenne
16 mars 2026



AMIAD
Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense

Au service d'une intelligence artificielle de défense souveraine et opérationnelle, l'Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense (AMIAD) incarne l'ambition de faire de la France un acteur stratégique dans ce domaine en Europe. Créée pour organiser le passage à l'échelle de l'IA - c'est-à-dire transformer les expérimentations en solutions robustes et déployées au sein des forces - elle fait le lien entre la recherche, l'innovation technologique et les besoins opérationnels.

Qu'est-ce que l'AMIAD ?

Créée le 1^{er} mai 2024, l'Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense (AMIAD) constitue la première mesure concrète de la stratégie IA du ministère des Armées, annoncée en mars 2024. Directement rattachée au ministre des Armées, elle a pour mission première d'équiper les forces en solutions d'intelligence artificielle, en transformant les expérimentations en capacités concrètes. Elle joue ainsi un rôle central dans le passage à l'échelle des technologies d'IA de défense. Son objectif ? Renforcer la supériorité opérationnelle et l'efficacité quotidienne du ministère, en réponse aux besoins exprimés par les forces.

Dans un contexte géopolitique marqué par des ruptures technologiques majeures et une compétition stratégique accrue, la maîtrise de l'IA constitue un enjeu de souveraineté nationale. L'AMIAD incarne cette ambition en dotant le ministère d'un acteur unique, à la fois stratégique et opérationnel, capable de porter une vision structurante de l'IA militaire.

1er mai 2024 : création officielle de l'AMIAD

300 Recrutements prévus d'ici fin 2026 :
400 Cas d'usage IA identifiés au ministère
2 Sites principaux : Bruz et Palaiseau

Quels sont le rôle et les missions de l'AMIAD ?

L'AMIAD assure la supervision et la coordination de l'ensemble des projets liés à l'IA de défense au sein du ministère des Armées. Elle conçoit et déploie des solutions d'IA destinées aux forces, qu'elle met en production à grande échelle. Véritable arsenal numérique, elle ne se limite pas à prescrire des orientations technologiques : elle produit, intègre et généralise les

capacités d'IA dans tous les domaines militaires. Elle agit ainsi comme levier central d'accélération pour les armées, directions et services.

Elle accompagne également la transformation data-centrée du ministère, tout en exerçant un rôle d'expert référent dans son domaine. L'AMIAD veille à l'intégration de technologies robustes et sûres, en assurant un cadre de fiabilité, de performance et de sécurité pour les systèmes d'IA militaire utilisés dans des contextes opérationnels ou critiques.

Quels sont les axes stratégiques de l'AMIAD ?

L'action de l'AMIAD s'articule autour de plusieurs axes majeurs. Trois grands domaines d'application structurent l'emploi de l'IA de défense :

- **l'IA embarquée** dans les systèmes d'armes, les capteurs, la robotique autonome ou le combat collaboratif ;
- **l'IA des opérations**, au service de l'analyse d'images, du renseignement, de la cybersécurité et de l'aide à la décision rapide ;
- **l'IA organique**, intégrée aux fonctions support telles que les ressources humaines, la santé, les finances ou encore les infrastructures.

L'objectif est d'unifier ces initiatives, d'en accélérer la montée en puissance et de les inscrire dans une logique de performance collective.

Parallèlement, l'AMIAD pilote le développement d'infrastructures logicielles et matérielles d'IA de défense, indispensables à une mise en production sûre et souveraine. Un supercalculateur classifié, implanté à Suresnes, a été inauguré en septembre 2025 pour répondre aux exigences de traitement des données les plus sensibles. Ces investissements sont déterminants pour garantir l'autonomie du ministère dans le traitement de l'information à très haute criticité.

Ces initiatives s'inscrivent dans une démarche visant à garantir la souveraineté technologique du ministère et à accélérer la diffusion de l'IA dans l'ensemble des champs d'action. Elles traduisent une volonté forte : positionner la France comme un acteur stratégique de l'IA de défense en Europe.

Comment s'organise l'AMIAD ?

L'organisation de l'AMIAD repose sur un modèle hybride, associant agilité de fonctionnement et masse critique. Elle s'appuie sur deux implantations principales : **un pôle technique et de direction à Bruz**, au sein du site de DGA Maîtrise de l'Information, et **un pôle recherche à Palaiseau**, sur le campus de l'École polytechnique.

Ces deux sites permettent à l'agence d'articuler pilotage stratégique, développement technique et recherche de haut niveau.

L'AMIAD opère en mode projet, rassemblant des équipes pluridisciplinaires composées de compétences civiles et militaires. Cette organisation favorise la réactivité, le dialogue entre expertises et l'atteinte rapide de résultats opérationnels.

Focus sur Bertrand Rondepierre, directeur de l'AMIAD

Un parcours entre défense, recherche et innovation

Bertrand Rondepierre dirige l'AMIAD depuis sa création. Ingénieur de formation, il débute sa carrière à la Direction générale de l'armement (DGA) avant de contribuer, aux côtés de Cédric Villani, à l'élaboration de la stratégie nationale pour l'intelligence artificielle présentée en 2018. Il incarne une expertise rare, à la croisée des enjeux technologiques et stratégiques.

« L'IA militaire, ce n'est pas une IA hors-sol. C'est une IA capable de fonctionner dans la poussière, la boue, sous les chocs...

Une IA au service de l'efficacité, pas de l'effet de mode. » (Bertrand Rondepierre, directeur de l'AMIAD)

Il rejoint ensuite Google, où il occupe des fonctions de direction au sein de *Google Research*, puis de *Google Brain*. Il y pilote des projets de recherche en IA générative et prend part à la fusion avec DeepMind. Diplômé de l'École polytechnique, de Télécom Paris et de l'ENS Paris-Saclay (MVA), il s'est forgé un profil international tourné vers l'action.

Aujourd'hui, il porte une vision ambitieuse pour une IA de défense souveraine, performante et utile aux forces. Son parcours témoigne de sa capacité à faire dialoguer innovation scientifique, vision stratégique et application concrète au service des intérêts nationaux.

Relations industrielles et partenariats

L'AMIAD entretient un dialogue permanent avec les industriels de défense, les startups et l'ensemble de l'écosystème IA national. Elle joue un rôle actif dans la structuration d'un écosystème souverain, compétitif et résilient, en évaluant les solutions technologiques existantes et en favorisant les coopérations.

Elle constitue également une interface accessible et identifiable pour les entreprises innovantes, y compris hors du champ strict de la défense. Elle facilite l'émergence de collaborations, de démonstrateurs et de transferts technologiques adaptés aux besoins des forces. Cet ancrage dans l'écosystème est essentiel pour maintenir une agilité d'intégration et bénéficier des avancées les plus récentes.

L'AMIAD recrute ! Contact : ia@def.gouv.fr

L'AMIAD ambitionne de recruter 300 agents d'ici fin 2026. Les profils recherchés couvrent un large spectre de compétences : experts en IA, développeurs, data scientists, architectes numériques, spécialistes de la cybersécurité ou encore chefs de projets.

La diversité des missions, l'impact direct sur la performance des forces, l'accès à des moyens de calcul avancés et une politique RH adaptée aux profils techniques rares font de l'agence un environnement de travail unique. Les candidats bénéficient également de la proximité avec les utilisateurs finaux, les forces et d'un cadre stimulant, au croisement de l'innovation technologique et des enjeux de souveraineté.

Ministère des Armées et des Anciens combattants

Opinion : La dissuasion, la France, l'Europe et les compétiteurs mondiaux

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Union Européenne
16 mars 2026



La dissuasion nucléaire française est déjà européenne depuis 1974. Mais elle ne se partage pas ni ne se mutualise pour des raisons d'indépendance de la force de frappe. Si ce n'était plus le cas, cela créerait un précédent qui pourrait la compromettre le jour où sa mise en œuvre serait décidée.

En estimant dès 2020 que « *la France a la responsabilité de mettre sa capacité de dissuasion nucléaire à la disposition de l'Europe* », le président de la République a souhaité rouvrir un vieux débat stratégique que le général Poirier, un des théoriciens de la force de frappe, avait déjà mis en exergue en son temps : « *Comment accorder les exigences et contraintes de l'autonomie de décision, que l'atome impose à notre stratégie, et celle de notre non moins nécessaire contribution à la sécurité de nos voisins et alliés ?* ».

Si l'interrogation est légitime et a donné lieu à un débat pratique (Tribune du groupe Mars) suivi d'un débat intellectuel (Tribune du groupe Aron), elle doit surtout recevoir une réponse politique claire. Le président en donnera une le 2 mars lors de son discours à l'île longue : que nos lecteurs nous permettent d'apporter la nôtre, qui s'inscrit dans le droit fil de l'Épée gaullienne. Cette orthodoxie de la force de frappe qui a su si bien résister aux événements mondiaux par la force intemporelle de ses principes fondateurs et moteurs, doit être ainsi rappelée à trois enceintes : aux Français, aux Européens et aux compétiteurs mondiaux.

Aux Français, d'abord, il convient de leur rappeler la trinité de la force de frappe

La dissuasion est d'abord et avant tout légitime ; fait trop souvent passé sous silence, sa mise en œuvre est parallèle et, pour une large part, consubstantielle, à l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Dans l'optique - morale et politique - du général De Gaulle, le pouvoir de mettre en œuvre la terrible puissance de destruction de la force de frappe ne peut venir que d'une autorité incontestable dans laquelle le peuple français s'incarne : un président élu par la Nation.

La verticalité irréfragable de la dissuasion qui se manifeste par l'évaluation des intérêts vitaux du pays par le seul président et l'ordre de tir, s'en trouve légitimée. On ne dira jamais trop aux Français que la dissuasion est ainsi devenue un projet de la Nation et non un programme mené par les seuls spécialistes, politiques, militaires et industriels, voire intellectuels. Autrefois incarnée par une dynastie (capétienne, valoise et bourbonnienne), l'indépendance nationale est désormais matérialisée d'une manière extrême par la force de frappe. Depuis l'opération « *Gerboise Bleue* » (13 février 1960) jusqu'à aujourd'hui, la souveraineté s'est liée à la dissuasion pour ne plus s'en dissocier. Ce couple-là ne peut divorcer.

C'est pourquoi notre groupe a tant attaqué dès 2020 [1] les notions, volontairement ambiguës et, partant, dangereuses de « *souveraineté européenne* » qui organisaient, intellectuellement, le transfert de la souveraineté nationale vers le Moloch européen sous tutelle américaine. Cette dérive sémantique nous semble toujours l'antichambre des abandons, ou, pour paraphraser le général De Gaulle, « *la politique chien crevé au fil de l'eau* ».

La dissuasion est ensuite crédible. Une des raisons profondes du choix du général De Gaulle d'élire au suffrage universel direct le président de la République était également d'assurer la crédibilité de la dissuasion mise en place, après avoir assise sa légitimité politique. Un président élu ne peut faillir sous peine de trahir sa fonction, la Constitution et la Nation, ce qui dissuade les écarts. La stratégie de dissuasion, comme toute stratégie, est en effet et d'abord une dialectique des volontés : elle repose sur l'expression de la permanence de cette volonté inflexible de la mettre en œuvre si nécessaire, détermination qui s'appuie à son tour, sans hésitation aucune, sur une triple crédibilité opérationnelle, technologique et industrielle de l'outil. La cohérence interne du système à la française tient ainsi en une boucle capacitaire et technologique complexe, longue dans la réalisation mais immédiate dans l'exécution.

La dissuasion est enfin permanente. L'existence de deux forces nucléaires permanentes - la Force océanique stratégique et les Forces aériennes stratégiques, et d'une temporaire, la FANU -, est la concrétisation de cette volonté politique de la Nation et le garant de la crédibilité. Pointe de diamant du dispositif de défense français, la force de frappe tire l'ensemble de la communauté de dissuasion (forces, industries, diplomatie) vers le haut, en les mettant en permanence sous tension opérationnelle. Cet effort inscrit dans le long terme une politique de défense alors même que l'autorité de mise en œuvre - le président - n'a qu'un court mandat devant lui. C'est pourquoi chaque décision et chaque parole d'un président sont si délicates : un président n'est qu'un des maillons d'une longue chaîne alors même que, souvent, le titulaire de la fonction se prend pour le premier et le seul maillon de celle-ci.

Légitime, crédible, permanente, strictement taillée aux besoins français, s'inscrivant également dans un effort de désarmement nucléaire qu'il faut ici rappeler (promotion des traités de désarmement conventionnel et nucléaire ; lutte contre la prolifération), la dissuasion française ne se partage donc pas : pas plus que le pouvoir monarchique, elle ne peut être «

concertée » ou « élargie » tant sur un plan politique que technique. Elle est ainsi indépendante et nationale ou elle n'est pas. Elle n'est ni conventionnelle ni d'emploi tactique : elle est ainsi stratégique ou elle n'est pas.

Dans un essai resté un classique, *les Deux Corps du Roi* (1957), Ernst Kantorowicz, théorisait la double nature, humaine et souveraine, du « *corps du roi* » ; pour paraphraser l'éminent professeur de l'*Institute for Advanced Study* de Princeton, le président de la République possède une double nature : démocratique parce qu'élu mais régalienne car disposant - seul - du sceptre nucléaire. C'est là une donnée historique fondamentale qui explique le cheminement politique si spécifique de la dissuasion française. Leçon d'histoire et de philosophie politique, la dissuasion est aussi cela : l'héritière d'un grand et vieux pays et on demande à l'héritier d'en conserver le dépôt et de le transmettre, sans cesse modernisée mais intégralement, à son successeur.

Aux Européens, deuxième enceinte, il conviendrait de dire trois choses avec force et clarté :

D'abord que la force de frappe française protège l'Europe depuis sa mise en place. Sa contribution à la sécurité du continent européen a été reconnue dès la déclaration d'Ottawa (1974) et depuis, régulièrement dans les documents de l'Alliance (qui se conçoit comme une alliance nucléaire) et européens. Cette évidence dont on s'étonne qu'elle nécessite la réouverture d'un débat au fond très simple, tient à deux faits, tout aussi évidents : **son existence** dont le triple caractère légitime, crédible et permanent doit probablement être encore davantage démontré en conviant les alliés volontaires à constater son déploiement opérationnel et...**la géographie qui rend de facto la France solidaire du sort de son continent.** Comme le disait le général De Gaulle, « *Vous savez, le Rhin est beaucoup plus étroit que l'Atlantique. La France se sent plus intimement liée à la défense de l'Allemagne que l'Amérique à la nôtre* ». (*De Gaulle et les grands*, Eric Branca). Que rajouter de plus qui ne pourrait être que superflu et superficiel ?

Ensuite que la force de frappe ne se partage pas pour les raisons déjà invoquées ci-dessus mais que deux faits étaient fortement :

sur le plan politique, l'appréciation des intérêts vitaux ne relève que du seul président et non d'un conseil européen quelconque. **La verticalité de la dissuasion qui demeurera toujours LE pouvoir du seul président français, crée de fait un paradoxe dont les Européens n'ont pas conscience du bienfait indirect : seule l'exclusivité du pouvoir de décision peut assoir la crédibilité d'un instrument français aux effets bénéfiques pour l'Europe** ; il faut donc assumer la part d'égoïsme de notre dissuasion, puisque pour sa défense ultime, la France n'a pas d'alliés, mais il convient de souligner que cet égoïsme bénéficie à l'Europe ; au demeurant, c'est d'abord et surtout aux Européens de montrer leur détermination face à une quelconque agression : leur détermination politique et leurs forces conventionnelles épauleraient ainsi bien mieux la dissuasion française que leur abandon massif et lâchement consenti de souveraineté (acquisitions de F-35, du Patriot, etc) depuis 1949.

Les optimistes diront que depuis « le changement d'époque » de février 2022, l'Europe indolente, si semblable aux deux petits cochons se moquant du troisième (la France et son hochet nucléaire), s'est enfin réveillée, l'Allemagne en tête. Notre groupe préfère se montrer

prudent sur la durée de ce changement, son ampleur et son efficacité. Un budget colossal, s'il conforte une base industrielle, ne produit pas nécessairement des capacités militaires opérationnelles permanentes. Si l'Europe s'intéresse à la dissuasion française, qu'elle réarme d'abord dans la durée de manière cohérente et déterminée : la France, elle, a sa maison en dur depuis longtemps, grâce à une politique intransigeante et exigeante, d'indépendance nationale qui a produit la dissuasion, ce que De Gaulle, appelait le « *méritoire renouveau* » : abriter les cochons imprévoyants, pourquoi pas mais non sans conditions.

Sur le plan des moyens, il faut dire et redire que la dissuasion française est intégrée, c'est-à-dire que l'ensemble de ses moyens - SLNE, Rafale équipé de son missile nucléaire, communications et infrastructures de transmission, avions de patrouille maritime, patrouilleurs hauturiers, bâtiments de guerre des mines, ou AWACS - est et doit rester totalement nationale : **toute mutualisation sur une des composantes de son environnement remettrait en cause l'indépendance de la force de frappe et créerait un précédent qui pourrait la compromettre le jour où sa mise en œuvre serait décidée**. Cette exigence de la cohérence intégrée doit ainsi exclure les gadgets européens bien connus de la mutualisation : valables sous certaines conditions dans le domaine conventionnel, ils sont à proscrire pour la force de frappe.

Que la force de frappe, enfin, ne saurait être dispersée ni même étendue. Si elle protège l'Europe, c'est par voie de conséquence et non sa raison d'être. C'est pourquoi il ne saurait être question d'initiatives comme le déploiement de Rafale des FAS en Europe centrale, orientale ou baltique : multiplier des chèvres au piquet ou des chiffons rouges, sous la forme d'intérêts vitaux artificiels, ne renforce pas la dissuasion mais, au contraire, la décrédibilise en lui retirant la très nécessaire ambigüité qui doit présider à l'emploi de la force de frappe nationale. Là aussi, un effort d'explication de la doctrine française s'imposera, quitte à convier les dirigeants politiques à l'Île Longue.

Aux compétiteurs stratégiques, il faut marteler que la dissuasion est « tous azimuts » et désormais « toute distance »

La dissuasion offre en effet une excellente « posture générale d'attente stratégique » (Général Poirier) : à l'heure du retour des prédateurs, et puisque la dissuasion est, en raison de l'évolution des technologies, réellement « *toute distance* » (Général de Villiers), elle doit de nouveau se penser « *tous azimuts* » (Général Ailleret). La France, répétons-le, n'a ni allié ni partenaire en la matière : elle n'a que des intérêts vitaux à défendre. Le pouvoir égalisateur et destructeur que lui confère la dissuasion, lui permet de mener une grande diplomatie de puissance dans le monde que le général De Gaulle avait voulue indépendante, constante et équidistante. En ce sens, l'outil de dissuasion ne peut se concevoir sans une grande politique mondiale qui dépasse, rappelons-le, le cadre étriqué et mesquin, de l'Europe des deux Bruxelles, cadres mal bâtis « *où s'égaré la nation et se disqualifie l'État* ».

La dissuasion française, parce qu'indépendante, ne relevant pas du Groupe des Plans Nucléaires de l'OTAN, **introduit ensuite un élément de doute, d'incertitude et donc de risque dans le calcul stratégique de ses adversaires** ; quand, comment et à quelle condition cette dissuasion serait-elle mise en œuvre ? Voilà une question qui complique sérieusement la stratégie d'éventuels adversaires, comme le soulignait avec pertinence un adversaire pourtant déclaré de la politique otanienne du général De Gaulle, Raymond Aron.

Cet effet pourrait être démultiplié au centuple si la France quittait le commandement intégré de l'OTAN tout en maintenant les liens bilatéraux, politiques et technologiques, avec ses alliés les plus sûrs comme elle l'a fait dès le 10 août 1967 : moins prévisible, la dissuasion de la France resterait un mystère plus profondément entouré de secrets, c'est-à-dire une variable majeure compliquant l'équation adverse.

Notre groupe rappelle de nouveau que dans la vision gaullienne et en des temps tout aussi troublés que les nôtres, le retrait du commandement intégré de l'OTAN (débuté dès 1958 avec la Marine), s'accompagnait de la montée en puissance de la force de frappe et que la décision finale (7 mars 1966) a été précédée de la première prise d'alerte des Mirage IV avec la bombe AN11 le 8 octobre 1964, et suivie, fait également oublié, des accords Ailleret-Lemnitzer du 10 août 1967 qui organisaient l'articulation entre les forces françaises et otaniennes et assuraient ainsi la très nécessaire interopérabilité entre les deux. La cohérence de ces trois décisions a produit un modèle d'armée français qui s'affiche encore comme très supérieur à ceux qui ont vécu grassement sous le parapluie nucléaire américain.

L'indépendance nationale se paie mais génère des résultats efficaces comme la dissuasion. Face à cette fourmi française, laborieuse et sérieuse, les armées européennes, cigales de la défense, ont ainsi emprunté un autre chemin : celui de l'insouciance et du confort. On en voit les résultats dès lors que le protecteur menace. Le discours présidentiel du 2 mars prochain gagnerait certainement à rappeler à ces pays leur errance doctrinale et leur critique passée du modèle français. Peut-être faudrait-il leur traduire la fable de la cigale et la fourmis (mars 1668) ?

*« La Fourmi n'est pas prêteuse :
C'est là son moindre défaut.
« Que faisiez-vous au temps chaud ?
Dit-elle à cette emprunteuse
— Nuit et jour à tout venant
Je chantais, ne vous déplaie.
— Vous chantez ? J'en suis fort aise.
Eh bien ! Dansez maintenant. »*

Quitte à ouvrir le débat, faisons-le en toute franchise. **La dissuasion est enfin confortée par l'existence de forces conventionnelles professionnelles** qui l'épaulent. Cette articulation, rendue arthritique par le sous-investissement dont elle a fait l'objet pendant plusieurs décennies, doit être réparée afin d'éviter des manœuvres de contournement de la dissuasion en dessous de son seuil de déclenchement en en rehaussant le seuil. Une dissuasion conventionnelle n'existe pas (encore une divergence avec l'Allemagne), mais il faut obliger un compétiteur quelconque à s'engager à un niveau tel qu'on en vient, naturellement, à poser l'équation nucléaire.

Cet épaulement conventionnel doit être revu recalibré dans cette optique-là. Mais, répétons-le, nous nourrissons de grands doutes sur la durée, la cohérence et l'efficacité du réarmement européen ; il appartient donc à la France de poursuivre son effort national sereinement et sans l'aide d'instruments aussi fourbes que *SAFE* qui ne vient pas **en plus** mais **en moins** de la LPM et obligera à tout dépenser en européen, faute de quoi le solde restant des crédits *SAFE* français reviendra à Bercy et non à Brienne.

C'est là précisément que le pouvoir politique se heurte à ses propres contradictions : faute d'avoir fait de bonnes finances, il ne peut faire de bonne politique, comme on l'a vu sur la LPM. Sous financée dès le début, exagérant ses revenus, et sous-estimant ses dépenses, traînant comme un boulet ses reports de charges, venant trop tôt pour récolter les précieuses leçons du conflit ukrainien, elle était déjà dépassée et condamnée dès sa conception doctrinalement et financièrement comme notre groupe l'a rappelé dans deux retentissantes tribunes [2] ; faisant la guerre à l'économie au lieu de commander enfin des équipements tant retardés, elle apparaissait surtout insincère car ses hausses majeures n'étaient prévues qu'après 2027 ; son actualisation prévue qui ne ferait que revenir aux montants souhaités par les armées (430 milliards €) dès 2022, sera votée par une Assemblée qui remet son mandat en jeu en 2027. Quelle pérennité politique aura-t-elle donc ? Comment la Défense pourra-t-elle continuer à être financée alors même que l'ensemble des finances publiques vacillent ? La première réforme à mener sera donc celle de l'économie, comme en 1958. En ce sens, le garant de la dissuasion sera le nouveau Jacques Rueff de 2027.

En conclusion, quel que soit le discours que fera le président Macron le 2 mars, orthodoxe ou transgressif, ou les deux « en même temps », son mandat est sur la fin et sa succession, déjà engagée : raison de plus pour s'en tenir à l'esprit et à la lettre que la célèbre allocution général De Gaulle du 27 avril 1965 rappelait et qui demeure d'une actualité frappante : *« notre indépendance exige, à l'ère atomique où nous sommes, que **nous ayons les moyens de dissuader nous-mêmes un éventuel agresseur sans préjudice de nos alliances mais sans que nos alliés tiennent notre destin dans leurs mains.** Or, ces moyens, nous nous les donnons. Sans doute, nous imposent-ils un méritoire renouveau, mais ils ne nous coûtent pas plus chers que ceux qu'il nous faudrait fournir à l'intégration atlantique sans être sûrement protégés pour autant si nous continuons de lui appartenir comme **auxiliaire subordonné.** Nous en venons au point où aucun État du monde ne pourrait porter la mort chez nous sans la recevoir chez lui, ce qui est certainement la meilleure garantie possible dans l'ordre économique, scientifique et technique, pour sauvegarder notre indépendance ».*

Groupe Vauban*

[La Tribune](#)

27/02/26

Légende de la photo : ArianeGroup est maître d'œuvre industriel du M51 de la force de dissuasion océanique française, pour le compte de la Direction générale de l'armement (DGA) depuis 2010.

Source de la photo : ArianeGroup

[1] Voir notre trilogie :

<https://www.latribune.fr/opinions/la-france-et-son-epée-1-3-851724.html>;

<https://www.latribune.fr/opinions/la-france-face-au-casse-tête-de-la-défense-de-l-europe-2-3-852149.html>;

<https://www.latribune.fr/opinions/les-véritables-menaces-qui-pèsent-sur-l-industrie-d-armement-française-3-3-852610.html>.

Hommage aux « MERLINETTES », Corps féminin des transmissions d'Afrique du Nord (Forces Françaises combattantes)

Category: 1940-1944 : Résistances en France,2020-2030,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités
16 mars 2026



Les surnom de Merlinettes est dérivé du général Merlin, commandant les transmissions dans l'armée française en Afrique du Nord.

Ce fût indéniablement un évènement exceptionnel pour ces quatre-vingts parents des courageuses *Merlinettes* venues de tous les horizons de France, à l'initiative de Jean-Georges Jaillot-Combélas, neveu de l'une d'entre-elles.

En cette froide matinée d'automne, ils se sont rassemblés dans le jardin de la Sous-lieutenant Eugénie Malika Djendi autour du sublime Monument des opérations extérieures situé dans le parc André Citroën à Paris. Retrouvailles ou premières rencontres, chaleureuses, fraternelles et toujours émouvantes en cet endroit vénéré, devenu un des dix Hauts lieux de la mémoire nationale.

Le Colonel Arnaud Basset, chef de corps du 8^e Régiment de Transmissions du Mont Valérien, accompagné d'un piquet d'honneur interarmées de son unité et en présence du drapeau de notre Amicale présidait cette cérémonie.

Cette commémoration est tout à fait exceptionnelle, car *elle était la première mais aussi probablement la dernière réunissant des familles des enfants du baby-boom de l'après-guerre, en hommage à leurs mères, tantes ou grands-mères.*

Notre camarade Jaillot-Combélas leur fit découvrir ce jardin, niché dans le cœur du 15^e

arrondissement dont il obtint de la Mairie de Paris qu'il soit dédié en hommage à la *S/LTN Eugénie Djendi (1923-1945) opératrice radio du Corps Féminin des Transmissions d'Afrique du Nord, parachutée par les Services Spéciaux d'Alger en France occupée, arrêtée et déportée en août 1944 et exécutée le 18 janvier 1945 à Ravensbrück*, comme cela est inscrit sur les plaques apposées sur chacune des entrées de ce jardin.

Jean-George le rappela dans un émouvant discours.

L'après-midi une cérémonie eut lieu dans le fort du mont Valérien sur la place d'armes du 8ème Régiment de Transmissions dont le drapeau - soustrait aux allemands dans les heures sombres de l'occupation - a été ramené par le général Merlin en 1945.

C'est le seul de l'armée française portant sur son étamine l'inscription **Résistance**
« **1940-1944** ».

Le colonel Delort Directeur de la Zone d'appui numérique a remis la Légion d'honneur à la colonelle Verney, avant de prononcer une allocution mentionnant la glorieuse épopée des *Merlinettes* et de clore la cérémonie.

Privilège rare, avant de quitter la forteresse, ceux qui le souhaitent purent visiter sous la conduite du capitaine Catteau de la cellule patrimoine, le musée du Régiment qui regroupe les riches collections de matériels, de documents et de souvenirs de l'histoire des Transmissions dont une machine Enigma.

Monique Taillandier était particulièrement émue car elle découvrait pour la première fois l'endroit où son père opéra pendant trois ans au sein de nos Services d'écoutes avant de se replier à Bon-Encontre pour continuer le combat dans la clandestinité.

Général d'armée aérienne François MERMET

Président d'honneur de l'AASSDN

CEREMONIE MEMOIRE du 28 octobre 2026

Source création photo : AASSDN

[Vidéo : Interview de Héléna Perroud sur la Russie de Poutine](#)

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Renseignement,Souveraineté,Technologies
16 mars 2026



Hélène Perroud est une spécialiste des relations franco-russes, ayant été conseillère auprès de Jacques Chirac entre 1996 et 2005. Elle a ensuite dirigé l'Institut français de Saint-Pétersbourg de 2005 à 2008, renforçant son expertise sur la Russie contemporaine. Elle est l'auteur de l'ouvrage *Un Russe nommé Poutine* (2018), consacré à l'analyse du parcours et du système politique de Vladimir Poutine.

Comprendre Poutine: connaître le code mental russe. Par H.Perroud, ancienne conseillère de J.Chirac

Date de mise en ligne : 24/01/2026

Durée : 01:43:51

Compte YouTube : [Dialogue F-R](#)

Source photo : [Dialogue F-R](#)

[SCAF : L'industrie aéronautique allemande veut son propre chasseur](#)

Category: 2020-2030,2030-2040,Actualités,Armement,Asie Centrale,Asie Pacifique,Europe de l'Ouest,Souveraineté

16 mars 2026



L'industrie allemande est sortie du bois. Sa filière aéronautique a officiellement pris position dans le conflit qui oppose Paris à Berlin sur le système aérien du futur (SCAF). Dans une tribune avec le vice-président du syndicat IG Metall, Jürgen Kerner, la présidente de la Fédération des industries aéronautiques et de l'espace, Marie-Christine von Hahn, engage le gouvernement allemand à développer son propre avion de combat.

« Depuis près d'un an, l'entreprise française Dassault revendique de facto la mainmise sur le projet », déplorent les deux dirigeants dans un texte publié ce lundi matin par le journal « *Handelsblatt* ». Pour les responsables, l'attitude de l'avionneur français est « *une invitation à nous renier au plan industriel : ça ne peut pas passer* ».

« **Deux avions au sein d'un SCAF européen commun** »

Désigné comme maître d'oeuvre, Dassault martèle depuis l'été dernier qu'il lui faut un leadership industriel plus clair sur le pôle avion de combat du SCAF, réparti à parts égales entre l'avionneur, Airbus Allemagne et Airbus Espagne. Une idée qui a suscité une levée de boucliers de la part d'Airbus.

Depuis, les mois passent sans qu'aucune décision ne soit prise. Les deux signataires appellent donc le gouvernement allemand à mettre fin à « une longue période d'incertitude » alors que les Etats-Unis sont en train de lâcher l'Europe. Il s'agit de faire preuve de « responsabilité en reconnaissant clairement les désaccords ».

Bilan des courses ? « Pourquoi nous accrocherions-nous donc à un super-jet unique qui devrait tout faire et satisfaire tous les intérêts ? La réponse cohérente est la suivante : deux avions au sein d'un SCAF européen commun », prônent les deux dirigeants, qui rappellent que le SCAF est bien plus qu'un avion de combat. « Conduite sans pilote, capteurs, mise en réseau, propulsion, armement : tout doit interagir de manière innovante », soulignent Jürgen Kerner et Marie-Christine von Hahn.

Dans un courrier adressé au ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, IG Metall avait déjà estimé début décembre que Dassault s'était disqualifié comme partenaire en Europe. « *Nous ne faisons plus confiance à Dassault* », écrivaient alors Jürgen Kerner et le président du comité d'entreprise d'Airbus Defence & Space, Thomas Pretzl.

Une lettre à la chancellerie

La prise de position de l'industrie allemande constitue, elle, une nouveauté. Elle intervient alors que Berlin évalue la possibilité de rejoindre le programme GCAP d'avion de combat mené par Londres, Rome et Tokyo. Alors que Paris plaide toujours pour un programme unique, la présidence de la République a envoyé une lettre à la chancellerie pour savoir s'il était exact qu'elle se tournait vers le projet concurrent, mené par le Royaume-Uni, avec l'Italie et le Japon (BAE Systems, Leonardo et Mitsubishi).

« Il nous a été répondu que l'engagement du chancelier n'avait pas changé et qu'à Berlin, on estimait toujours stratégique d'avoir un avion de sixième génération européen », expliquait-on ce lundi au ministère des Armées. L'inquiétude à Paris était née des articles de la presse italienne qui relataient la semaine dernière que le chancelier Friedrich Merz avait demandé à la présidente du Conseil des ministres, Giorgia Meloni, son assentiment, au cas où l'Allemagne souhaite rejoindre le programme CGAP. Lequel soulève d'ailleurs des critiques du côté de Rome et de Leonardo, qui se plaignent que BAE Systems ne partage pas suffisamment ses données avec ses partenaires et se garde la part du lion.

Quoi qu'il en soit, plus le temps passe, plus les industriels se déchirent et plus les lobbys, en ce moment essentiellement allemands, donnent de la voix. Jürgen Kerner et Marie-Christine von Hahn estiment que la construction de deux avions représenterait pour l'Allemagne « une nouvelle opportunité ». « Nous ne nous associons plus à un projet multinational, mais mettons en place notre propre programme et recherchons ensuite des partenaires qui souhaitent y participer », plaident les deux dirigeants.

Soucieux de ménager l'impact politique désastreux de cette décision, ils soulignent qu'« une approche à deux avions n'est pas un échec, mais l'arrivée à maturité de ce projet ». Pour les

responsables, cette approche va permettre « des priorités nationales différentes » et réduira « les frictions » entre Paris et Berlin, car la coopération aura lieu « là où elle est économiquement et technologiquement utile », sans être déterminée par une « symbolique politique ».

A Paris, on concède qu'il y a un besoin de clarification et on sent un certain découragement. Le projet politique du SCAF, s'unir pour se défendre, n'a jamais eu autant de force au vu des injonctions américaines qui demandent aux Européens de prendre leur défense en main. Le projet industriel n'a de son côté jamais été aussi mal en point, ce qui laisse la voie libre aux lobbys industriels pour plaider en faveur de la multiplication des avions, et donc des crédits publics.

Emmanuel GRASLAND et Anne BAUER

[*Les Echos*](#)

Mardi 09 février 2026